

**Document 1** **L'INFLATION PRINCIPALEMENT ORIENTÉE  
À LA BAISSÉ**

Prévisions plutôt optimistes pour Bank Al-Maghrib. La banque centrale n'a pas jugé nécessaire de modifier son taux directeur, lequel a été maintenu à 3,25%.

Abdellatif Jouahri, gouverneur de BAM, avance plusieurs arguments. Selon lui, «les évolutions entourant les perspectives d'inflation demeurent globalement orientées à la baisse sur le moyen terme, ce qui limite les risques et encourage le maintien du taux directeur à son niveau actuel».

En effet, les pressions émanant de la demande extérieure notamment devraient rester modérées l'année prochaine, bien que la volatilité des prix sur les marchés internationaux, en particulier ceux du pétrole, continue à alimenter les incertitudes. La croissance globale se situera entre 5 et 6% en 2009. Elle sera par la suite amenée à ralentir en 2010, sous l'effet d'une moindre contribution du secteur agricole, pour s'établir in fine aux alentours de 4%. Sur la base de l'ensemble de ces données, les prévisions de l'inflation restent globalement en ligne avec les objectifs annoncés en octobre par BAM. Toutefois, la prise en compte de la transmission de la récente hausse des prix des matières premières au niveau international s'est traduite par une révision à la hausse de la prévision centrale, soit environ 2,5% au lieu de 2%. En moyenne sur cet horizon, l'inflation s'établirait à 1,9%.

Texte adapté  
Source : *l'économiste*

**Document 2**

Si la banque centrale ne touche pas au taux directeur, elle devrait, en revanche, faire un geste au niveau de la liquidité. En effet, en dépit de la baisse graduelle du coefficient de la réserve obligatoire de 16,5 à 10% et de 10 à 8% (le plus bas historique), le marché continue de souffrir d'un déficit chronique de liquidités. C'est pourquoi, le Conseil de Bank Al Maghrib, a décidé de réduire le taux de la réserve monétaire de 2 points de pourcentage, pour le ramener à 6% à compter du 1er avril 2010.

Cette réduction a été décidée compte tenu de l'ampleur et du caractère durable du besoin de liquidité sur le marché monétaire et des prévisions d'évolution des facteurs de liquidité.

De même, cette situation conduit la banque centrale à intervenir constamment à travers les avances à 7 jours.

Source : *l'économiste* du 25/12/2009

### Document 3 LE RETOUR DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE ?

**La crise semble sonner le retour d'idées et de politiques d'inspiration keynésienne.** «Nous sommes en présence d'une crise d'une amplitude exceptionnelle, dont la principale composante est un effondrement de la demande. (...). Il est impératif de juguler cette perte de confiance, de relancer et, si nécessaire, de remplacer la demande privée, si l'on veut éviter que la récession ne se transforme en grande dépression (...). «Il vaut mieux que la relance intervienne par l'augmentation des dépenses publiques que par la diminution des recettes publiques», affirme l'économiste en chef du Fonds Monétaire International, Olivier Blanchard.

Le FMI et la Banque Mondiale ont toujours banni l'utilisation du déficit public de la régulation conjoncturelle car il entraîne l'éviction financière et compromet la soutenabilité de la dette publique.

*Texte adapté Rédouane Taouil, professeur à l'Université de Grenoble  
23-03-2009*

### T.A.F

- Relever du document 1, les grands équilibres macro-économiques au Maroc et les réalisations pour l'année 2009.
- Enumérer et expliquer trois objectifs qui incitent les banques centrales à assurer la stabilité des prix ?
- Relever la raison pour laquelle Bank Almaghrib a maintenu le taux directeur inchangé ?
- Quels seraient les effets d'une révision du taux directeur vers la baisse sur l'économie marocaine ?
- Quels sont les effets éventuels d'une augmentation du prix du pétrole sur l'économie marocaine ?
- Sur la base du document 2, préciser la politique monétaire adoptée par Bank Almaghrib (type, objectifs et actions)
- Expliquer l'expression soulignée du document 3.
- Relever du document, les actions, les objectifs et le type de la politique budgétaire recommandé par l'économiste du FMI.